

régional, les Américains ne gagnent vraiment pas à se montrer intraitables alors que les Sandinistes restent ouverts aux compromis. Tout régime radical qui prend le pouvoir s'efforce habituellement d'entreprendre des réformes internes risquant de nuire au secteur privé, et il cherche aussi à réduire le rôle des intérêts commerciaux étrangers. Étant donné l'orientation idéologique et l'origine des appuis populaires de ces régimes, ce scénario est inéluctable, mais au Nicaragua comme à Cuba, les dirigeants étaient disposés à modérer le rythme de la réforme afin de conserver l'accès aux marchés, à l'aide, au savoir-faire et aux prêts américains. Dans les deux cas, la transformation socio-politique s'est accélérée à partir du moment où les États-Unis ont coupé les ponts.

En ce qui concerne les régimes conservateurs et alliés (la Jamaïque, le Salvador, le Honduras et le Guatemala), les États-Unis devraient inciter ces pays à s'attaquer aux racines des problèmes socio-économiques et politiques régionaux afin d'empêcher la montée de mouvements révolutionnaires violents. Les États-Unis devraient notamment appuyer toute réforme agraire raisonnable, prôner la cooptation dans la vie politique des groupes dont les droits politiques et civils sont bafoués depuis toujours, et affirmer son opposition à toute répression des droits de la personne et des droits civils en général. Si ces initiatives restent sans effet sur un régime quelconque, mieux vaut s'éloigner de ce dernier que de continuer à le conforter. Ces dernières recommandations peuvent paraître naïves, mais il ne faut pas oublier que le gouvernement Carter avait adopté ces notions pour lutter contre l'instabilité au Salvador en 1979-1980.

Les États-Unis pourraient également atténuer une bonne partie des difficultés économiques de la région (celles qui sont associées aux relations Nord-Sud), en augmentant l'aide économique, en facilitant le réaménagement des dettes extérieures, en offrant de nouveaux prêts et en ouvrant davantage les marchés américains aux pays de la région. Le plan du président Reagan visant les Caraïbes comportait bon nombre de ces mesures, mais le Congrès l'a rejeté plus tard. Pourtant, des initiatives de ce genre permettraient sans doute d'éviter les troubles civils et régionaux qui offrent aux Soviétiques l'occasion d'intervenir.

Enfin, étant donné la mauvaise réputation qu'ils traînent dans la région, les États-Unis feraient bien de s'en remettre le plus possible à des éléments locaux pour contenir ou régler les conflits régionaux. Le cas échéant, on aurait moins tendance à crier à l'ingérence américaine. En outre, cette façon d'agir permettrait d'améliorer les